

CHARTRE D'UTILISATION DU PORTAIL ATLAAS

À LIRE ET ACCEPTER PAR TOUT UTILISATEUR

PRÉAMBULE

L'ATLAAS est un portail contributif, de type Web 2.0, ci-après le Portail, qui organise une visibilité de l'Internet public et citoyen sur la France. Il présente et publie des informations concernant les actions et les acteurs territoriaux (structures et personnes). Il est évolutif selon son appropriation par les acteurs notamment pour présenter leurs projets en matière de services, ainsi que les technologies qu'ils utilisent et, le cas échéant, la description des compétences à mobiliser pour mettre en œuvre sur un territoire les différentes catégories de projets.

C'est ainsi que l'ATLAAS propose de partager de l'information sur les outils, faire connaître les projets et les pratiques professionnelles dans la perspective d'un partage des coûts et d'une mutualisation des bonnes pratiques. Il permet de qualifier la contribution des acteurs au développement des territoires suivant les enjeux :

- de développement démocratique et citoyen (démocratie locale, efficacité des services publics, protection de la vie privée) ;
- du « vivre ensemble » : existence de services pour la cohésion sociale, les dynamiques solidaires, la qualité de vie quotidienne, l'éducation et la santé ;
- d'accès partagé à la connaissance, la culture et l'éducation (vie culturelle, partage de ressources, protection et valorisation du patrimoine) ;
- de création de richesses : développement économique et durable, création d'emploi et employabilité, attractivité du territoire.

La présente charte définit les conditions générales d'utilisation du portail ATLAAS, en rappelant l'application du droit et en précisant le cadre légal afin de sensibiliser et de responsabiliser l'utilisateur, visiteur du Portail, ci-après l'Utilisateur, étant précisé que toute connexion au Portail est subordonnée au respect de la charte d'utilisation, des mentions légales du Portail et de toute réglementation ou loi applicable. Elle indique, par ailleurs, les droits et obligations de l'éditeur, fournisseur du portail, ci-après l'Éditeur, ainsi que ceux de l'Utilisateur. Enfin elle précise les conditions juridiques d'utilisation des contenus du Portail et de contribution par celui-ci à son enrichissement. Enfin, elle rappelle les conditions spécifiques de protection des éventuels traitements de données à caractère personnel dont l'utilisation est nécessaire pour assurer les finalités du portail.

L'Éditeur se réserve le droit de modifier tout ou partie et à tout moment la présente charte. Il appartient en conséquence à l'Utilisateur de se référer régulièrement à sa dernière version disponible en permanence sur le Portail.

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELÉ LA NÉCESSITÉ DE RESPECTER LA LÉGISLATION

La quantité et la facilité de circulation des informations et des contenus sur Internet ne doivent pas faire oublier la nécessité de respecter la législation. Internet, les réseaux et les services de communication numérique ne sont pas des zones de non-droit. Le rappel non exhaustif des règles de droit principalement concernées par l'utilisation d'Internet et du Portail proposé vise le double objectif de sensibiliser le visiteur du présent site à leur existence et à leur respect et ainsi de renforcer ainsi la prévention d'actes illicites.

Il est donc, ici, tout d'abord rappelé (mais pas exclusivement) les usages qui sont interdits et le cas échéant sanctionnés par la voie pénale :

- l'atteinte à la vie privée d'autrui et l'utilisation des données personnelles d'une personne sans son autorisation ;
- la diffamation et l'injure ;
- l'utilisation d'une œuvre de l'esprit sans l'autorisation de son auteur (par exemple : un morceau de musique, une photographie, un livre, un site Web) ;
- l'utilisation d'un objet soumis aux droits voisins sans l'autorisation de son titulaire (par exemple : un CD, un DVD, une émission de télévision, un article en ligne...) ;
- la contrefaçon d'une marque ;
- l'incitation à la consommation de substances interdites ;
- la provocation de mineurs à commettre des actes illicites ou dangereux, le fait de favoriser la corruption d'un mineur, l'exploitation à caractère pornographique de l'image d'un mineur, la diffusion de messages à caractère violent ou pornographique susceptibles d'être perçus par un mineur ;
- la provocation aux crimes et délits et la provocation au suicide, la provocation à la discrimination, à la haine notamment raciale, ou à la violence ;
- l'apologie de tous les crimes, notamment meurtre, viol, crime de guerre et crime contre l'humanité ; la négation de crimes contre l'humanité.

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT

En sa qualité d'éditeur du portail ATLAAS et de « fabricant » de son contenu, l'Association Villes Internet, s'engage à faire bénéficier, à l'Utilisateur du site, d'un accès aux ressources et à la base de données qu'il propose, ainsi que la possibilité pour celui-ci d'enrichir cette plateforme par des contributions spécifiques, avec, éventuellement des restrictions, selon les modalités précisées à la présente Charte.

I. DESCRIPTION JURIDIQUE DU PORTAIL

ATLAAS est une œuvre de l'esprit s'exprimant par une réunion de données et de propriétés intellectuelles de genres différents : sons, textes, images fixes ou animées, une base de données et un ou plusieurs programmes informatiques, intégrée sur un même support numérique de communication en réseau et qui est conçue pour avoir une identité propre différente de celle résultant de la simple addition des éléments qui la composent, et dont la structuration et les accès sont régis par un logiciel permettant l'interactivité. Elle est une création se manifestant avec ces mêmes diversités et conditions lors d'une consultation.

C'est ainsi que cette création intègre, notamment une base de données, ci-après, dénommée Base de données, considérée comme un recueil d'œuvres ou de données diverses ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique, et individuellement accessibles par interrogations électroniques.

Outre les contributions spécifiques des Utilisateurs, cette base de données est en particulier alimentée par trois bases d'information dont les droits d'utilisation ont été concédés à l'association Villes Internet :

- Le fonds d'information Villes Internet et de son réseau de collectivités et partenaires ;
- La base « NetPublic » géolocalisée des Espaces Publics Numériques (EPN), gérée par la Délégation aux Usages d'Internet du Ministère de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique ;
- Les données enregistrées par l'Observatoire des Territoires Numériques (OteN).

De nouvelles bases de données pourront être proposées pour intégration dans le portail.

II. ENGAGEMENT DE L'ÉDITEUR

1. Respect de la loi

L'Éditeur du Portail s'oblige à respecter toutes les règles protectrices des intérêts des tiers et de l'ordre public et notamment à informer promptement les autorités publiques des activités illicites qu'il pourrait constater à l'occasion de l'utilisation du Portail.

Il s'oblige à prévenir ou à faire cesser toute violation des droits d'un tiers en retirant les informations litigieuses ou en rendant l'accès impossible, dès lors qu'il aura eu effectivement connaissance de leur caractère illicite.

Il s'oblige, conformément aux dispositions de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, à donner un accès facile, direct et permanent, pour les destinataires du portail et pour les autorités publiques, aux informations l'identifiant, sa raison sociale, son siège social, son numéro d'enregistrement à la préfecture, son adresse de courrier électronique, son numéro de téléphone ainsi que le nom, la dénomination ou la raison sociale, l'adresse et le numéro de téléphone de l'hébergeur de son site.

L'Éditeur s'oblige également à donner, à communiquer sur le page consacré aux mentions légales du Portail, le nom du directeur de la publication (le représentant légal de l'Éditeur), ou du codirecteur de la publication, tenu de s'assurer que le Portail n'inclut aucun contenu répréhensible, notamment au regard de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et du responsable de la rédaction du site, chargé du droit de réponse au sens de l'article 6-IV de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique.

Il s'engage à détenir et conserver les données permettant l'identification de toute personne ayant contribué à la communication au public d'un contenu dans le cadre du Portail, conformément aux dispositions de l'article 6-II de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique. Ces informations conservées pendant le temps limité de cette communication et pendant au moins un an sont strictement destinées aux éventuels besoins des autorités judiciaires.

2. Disponibilité du Service

L'Éditeur s'efforce dans la mesure du possible de maintenir accessible le service qu'il propose, de manière permanente, mais n'est tenu à aucune obligation d'y parvenir. Il peut donc interrompre l'accès, notamment pour des raisons de maintenance et de mise à niveau, ou pour toutes autres raisons, notamment techniques, sans que celui-ci puisse être tenu pour responsable des conséquences de ces interruptions aussi bien pour l'Utilisateur que pour tous tiers.

3. Protection des données à caractère personnel de l'Utilisateur

En application des dispositions de la loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 et de la directive européenne 95/46/CE relative à la protection des données personnelles et à la libre circulation de ces données du 24 octobre 1995, l'Éditeur s'engage à respecter les règles légales de protection de ce type de données. Il garantit notamment à l'Utilisateur :

- de n'utiliser les données à caractère personnel le concernant que pour les strictes finalités pour lesquelles elles sont collectées ;
- de lui communiquer les finalités et la destination des informations enregistrées et leur durée de conservation, laquelle ne peut en tout état de cause excéder ce qui est nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou traitées.
- de lui garantir un droit d'accès et de rectification aux données le concernant.

4. Contrôle des pages Web

L'Éditeur se réserve le droit de contrôler le contenu de toute page Web hébergée sur ses serveurs en vue de s'assurer du respect des conditions d'utilisation des services énoncées par la présente Charte. Il se réserve, également le droit de suspendre l'usage du service d'hébergement des pages Web par un Utilisateur en cas de non-respect de la Charte et notamment dans l'hypothèse où l'Utilisateur aurait diffusé sur ses pages Web un contenu manifestement illicite.

III. ENGAGEMENTS DE L'UTILISATEUR

L'Utilisateur s'engage à respecter la législation en vigueur, évoquée à titre non exhaustif ci-dessous, et notamment il s'engage à utiliser les Services :

- dans le respect des lois relatives à la propriété littéraire et artistique ;
- dans le respect des lois relatives à l'Informatique aux fichiers et aux libertés ;
- dans le respect des règles relatives à la protection de la vie privée et notamment du droit à l'image d'autrui ;
- en s'assurant de ne pas envoyer de messages à caractère raciste, pornographique, pédophile, injurieux, diffamatoire... et de manière générale à ne pas diffuser d'informations présentant le caractère d'un délit.

Lorsque l'Utilisateur est amené à constituer des fichiers comportant des données, issues du Portail, à caractère personnel telles que définies par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et par la directive européenne 95/46/CE relative à la protection des données personnelles et à la libre circulation de ces données du 24 octobre 1995, il veillera en particulier :

- à respecter les procédures préalables auprès de la CNIL ;
- à procéder à l'information préalable des personnes concernées quant à la finalité et les destinataires du traitement de ces informations ;
- à n'effectuer auprès de mineurs, aucune collecte d'informations concernant l'entourage familial, le mode de vie des parents, leur statut socio-professionnel ;
- à procéder à l'information préalable des personnes concernées quant au risque inhérent à Internet que ces données soient utilisées dans des pays n'assurant pas un niveau de protection suffisant des données à caractère personnel.

Lorsque l'Utilisateur est amené à créer ou à utiliser des œuvres protégées par le droit d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur dans le cadre de réalisations multimédias ou de communications en ligne permis par les contenus et services d'édition proposés par l'Éditeur, l'Utilisateur s'engage à faire figurer une information précise sur les modes d'utilisation autorisés pour chacun des documents qui seraient ainsi publiés. D'une manière générale l'ensemble des contenus proposés devra comporter autant que possible l'ensemble des éléments nécessaires à l'analyse de leur validité juridique (auteur, source d'origine, qualité de l'auteur, date de publication), ainsi que des précisions quant au caractère de chaque document (original ou adaptation, nature des modifications apportées).

L'Utilisateur s'engage à ne pas effectuer, de manière volontaire, des opérations pouvant nuire au fonctionnement du Portail de même qu'à l'intégrité des ressources informatiques proposées par le Portail. Il s'engage notamment à ne pas introduire des programmes virus.

L'Utilisateur donne expressément son consentement pour que les données à caractère personnel le concernant et dans le cadre de la mise en œuvre du service, objet des présentes, ne soient traitées que pour les finalités de l'utilisation des services.

IV. CONDITIONS DE REUTILISATION DES CONTENUS DU PORTAIL

Le Portail est constitué d'un ensemble d'éléments (textes, graphismes, logiciels, photographies, images, sons, plans, noms, logos, marques, créations et œuvres protégeables diverses et une base de données), qui relèvent des législations françaises et internationales sur les droits d'auteurs et les droits voisins du droit d'auteur. L'Éditeur a la propriété exclusive de ces éléments, hormis les éléments réalisés par des intervenants extérieurs au Portail n'ayant pas cédé leurs droits d'auteur ou leurs droits voisins. L'article L 122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle : toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite. Il en est de même pour la traduction, l'adaptation ou la transformation, l'arrangement ou la reproduction par un art ou un procédé quelconque.

La base de données présente sur le Portail constitue une base de données dont l'Éditeur est producteur, au sens des articles L.341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. En cette qualité il dispose du droit sui generis, protégeant ladite Base de données, lui permettant notamment de s'opposer aux extractions ou réutilisations de celle-ci. Cette protection est indépendante et s'exerce sans préjudice de celles résultant du droit d'auteur ou d'un autre droit sur tout contenu de forme originale présent sur le Portail, la base de données ou l'un de ses éléments constitutifs. C'est ainsi que l'architecture de la Base, sa présentation et son agencement, sans que cette liste soit exhaustive, sont protégés par le droit d'auteur.

Les contenus de base de données sont réservés à la libre consultation par l'Utilisateur. De plus, dans le cas de la copie privée d'un contenu accessible, en particulier sur la base de données et en général au sein du Portail, l'Utilisateur a la possibilité de le reproduire (capture d'écran, téléchargement, impression ...) pour le réutiliser à des fins strictement personnelles.

Toutefois, pour tout usage professionnel, non commercial, des contenus de la base de données l'Utilisateur, s'il le demande, suite à l'inscription de sa demande, sur une page réservée du Portail peut, pour une durée de 15 ans, à titre gratuit et non exclusif, librement disposer, sur base d'un tableur, d'une extraction limitée des données pertinentes qu'il aura sélectionnées pour les retraiter pour ses besoins propres ou ceux de ses partenaires.

Dans le cadre d'une réutilisation par voie de publication (papier ou électronique), l'Utilisateur s'engage à mentionner sur le document présentant l'extraction précitée le nom de l'Éditeur et de la base de données ATLAAS.

Pour toute extraction intégrale de la base de données ou pour toute exploitation commerciale, en tout ou en partie, une autorisation d'exploitation formalisée et signée doit expressément être obtenue de l'Éditeur.

L'Éditeur se réserve le droit de vérifier par tous moyens que les données extraites sont utilisées dans les conditions de la présente clause.

En cas d'utilisation, reproduction, représentation ou adaptation non autorisée d'une page ou d'un élément de forme original du Portail, l'Éditeur poursuivra pour contrefaçon engageant la responsabilité civile et pénale de son auteur. Elle peut aussi entraîner une violation des droits à l'image, droits des personnes ou de tous autres droits et réglementations en vigueur. L'Éditeur se réserve la possibilité d'exercer toutes voies de droit à l'encontre des personnes qui n'auraient pas respecté les interdictions contenues dans le présent article.

V. CONDITIONS D'ENRICHISSEMENT DE LA BASE DE DONNEES

Lors de toute intégration de données par l'Utilisateur, en vue d'enrichir la base de données, et ce pour permettre à l'Éditeur de respecter ses obligations de détention et de conservation des données permettant l'identification de toute personne ayant contribué à la communication au public d'un contenu, conformément aux dispositions de l'article 6-II de la loi du 21 juin 2004, l'Utilisateur sera tenu de s'inscrire auprès de l'éditeur directement ou via le Portail, en communiquant les informations personnelles le concernant.

Dès lors que l'Utilisateur rend accessible, à titre gratuit, un contenu à d'autres utilisateurs en le déposant sur la Base donnée du Portail, il accepte que ceux-ci disposent, et à des fins exclusivement personnelles, de la faculté de les consulter et que l'Éditeur puisse les mettre à disposition des Utilisateurs qui le demanderaient, conformément aux dispositions de l'article IV précédant.

Par ailleurs, au regard de la possibilité d'export des contenus intégrés dans la base de données, l'Utilisateur s'engage à ne pas ajouter dans les éléments qu'il intègre à la base des contenus constituant ou comprenant des éléments constituant une violation des droits de propriété intellectuelle de tiers, ni une atteinte aux personnes (notamment diffamation, insultes, injures, etc.) et au respect de la vie privée, ni une incitation à la violence ou à la haine contre tout individu ou groupe, ni une atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs ni, plus généralement une atteinte à la réglementation applicable en vigueur.

VI. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Éditeur recueille des informations concernant l'Utilisateur :

- lors de chaque commande d'extraction de données pertinentes (civilité, entité, nom, prénom, fonction, adresse postale, email, numéro de téléphone...). Ces données ne sont pas transmises à des tiers mais peuvent être utilisées par l'Éditeur pour tout renseignement d'informations relatif à la réutilisation envisagée ou pour toute demande de partenariat en lien avec l'Internet public et citoyen sur la France.

- lors de toute intégration de données par l'Utilisateur, en vue d'enrichir la base de données, et ce pour permettre à l'Éditeur de respecter ses obligations de détention et de conservation des données permettant l'identification de toute personne ayant contribué à la communication au public d'un contenu, conformément aux dispositions de l'article 6-II de la loi du 21 juin 2004.

Conformément aux dispositions de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et par la directive européenne 95/46/CE relative à la protection des données personnelles et à la libre circulation de ces données du 24 octobre 1995, l'Utilisateur concerné bénéficie d'un droit d'accès, de rectification ou d'opposition sur les données nominatives collectées le concernant. Ces droits peuvent être exercés en contactant l'Éditeur à l'adresse suivante :

Association Villes Internet, 9 rue Soyer, 92200 Neuilly-sur-Seine

Ce traitement de données a bien entendu fait l'objet d'une déclaration à la CNIL conformément aux dispositions des articles 22 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978.

VII. GARANTIES

La base de données ATLAAS est fournie, sans aucune garantie d'aucune sorte, tant expresse que tacite, relative notamment à la titularité des droits sur la Base de données, aux droits d'exploitations détenus par l'Éditeur sur la Base, à l'absence de contrefaçon de la Base de données ou des données qu'elle contient ou à l'aptitude à des fins particulières de la Base de données.

L'Utilisateur est seul responsable de la détermination de l'opportunité d'utiliser les contenus de la Base de données. En conséquence, il assume tous les risques associés à l'exercice des droits de réutilisation concédés au titre de la présente Charte incluant sans limitation les risques et coûts d'erreurs et la conformité avec les lois applicables.

L'Éditeur ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable envers quiconque de tout dommage direct, indirect, incident, spécial ou consécutif, incluant, sans limitation, les interruptions de travail, les interruptions de téléchargement, les virus, les défauts ou dysfonctionnements d'ordinateur, la perte de clientèle ou de profits, que le dommage soit causé de quelque façon que ce soit à l'occasion de l'utilisation de la Base de données ou de l'exercice d'un des droits concédés par la présente charte. Lorsque des liens hypertextes sont mis en place vers des sites de tiers, depuis le Portail. L'Utilisateur est seul responsable de la détermination de ses besoins et des données auxquelles il souhaite avoir accès. L'Éditeur ne garantit pas que les informations contenues dans la Base de données sont exemptes d'erreurs et ne garantit, entre autres, ni la pertinence, ni l'exhaustivité, ni l'exactitude des informations ou des résultats en découlant. Les données présentées ne se substituent en aucun cas à une analyse approfondie avant la mise en œuvre d'un projet. En conséquence, l'Utilisateur reconnaît qu'il utilise la Base de données à ses risques et périls et l'Éditeur ne saurait être tenue responsable d'événements pouvant résulter de l'interprétation et de l'utilisation par l'Utilisateur des données fournies dans le cadre de la présente Charte.

VIII. RESOLUTION DES LITIGES

La présente charte est régie par le droit Français. Tout litige relatif à sa validité, son interprétation, ou exécution sera soumis au Tribunal compétent.